

**POUR LA CREATION D'ENTREPRISES
AGRICOLES MALGACHES
MODERNES**

par G. FOISNET (*)

(*) *Ingénieur en Chef du Génie rural, des Eaux et des Forêts, Conseiller technique pour l'Enseignement et la Formation agricoles.*

PRESENTATION

Au seuil du IIe Plan quinquennal, l'agriculture malgache peut se schématiser ainsi :

A. — *d'un côté* :

- 1) — des structures de production agricole invertébrées à côté de quelques grandes exploitations ou sociétés étrangères à haute technicité et à forte productivité,
 - une masse de petites exploitations paysannes traditionnelles, peu productives, autoconsommatrices, en voie d'amélioration lente, au prix d'un effort d'encadrement et d'éducation long et coûteux, dans des zones souvent surpeuplées,
 - entre les deux : rien (pas de charpente).
- 2) — une production hétérogène, insuffisante surtout à terme pour satisfaire les besoins du marché intérieur et extérieur, peu ou pas compétitive.
- 3) — en somme, absence d'une agriculture malgache moderne, de moyennes et grosses exploitations, à haute technicité, productives et rémunératrices.
- 4) — des immensités de terres sous-peuplées, encore fertiles ou améliorables, en voie de dégradation rapide sous l'effet conjugué des feux de brousse et de l'érosion.

B. — *d'un autre côté* :

- 1) — des ressources humaines considérables,
 - un riche potentiel d'intelligence,
 - un taux d'accroissement démographique très élevé,
- 2) — une population, rurale à 85 %, en bonne voie d'alphabétisation et d'éducation, traditionnellement sous-employée dans les campagnes ;

- un exode rural engendrant dans les villes un chômage croissant de manuels, mais aussi, fait plus grave, d'intellectuels de tous niveaux.
 - un secteur secondaire et un secteur tertiaire en développement mais qui ne pourront, avant longtemps, absorber le trop-plein du secteur primaire.
- 3) — aux différents niveaux de l'enseignement général, Université comprise, une production de diplômes en augmentation rapide, déjà supérieure à la capacité des établissements de formation professionnelle et aux débouchés, d'où chômage croissant.
- course effrénée aux diplômes, et à la fonction publique, bientôt saturée, (souvent au prix de sacrifices énormes des parents).
 - manque d'attraction pour l'entreprise privée et moins encore pour l'agriculture.
- 4) — une amélioration rapide de la formation des cadres agricoles de tous niveaux, en qualité et en quantité, pour répondre aux besoins immenses du pays.
- des effectifs de cadres formés très inférieurs aux besoins mais en même temps (distorsion inquiétante) très supérieurs, du fait des restrictions budgétaires, aux possibilités actuelles de recrutement dans les secteurs public et para-public (l'administration jusqu'ici absorbait tous les cadres formés).
 - conséquence : chômage d'au moins 800 cadres agricoles de tous niveaux d'ici 1974 (2e Plan).

C. — *d'où l'idée, que nous avons lancée depuis deux ans, et qui devient aujourd'hui une nécessité absolue* (et qui répond au souci logique d'un formateur en même temps « développeur »).

- de combiner et de neutraliser ces deux déséquilibres :
 - besoin immense de techniciens à la terre.
 - besoin, pour les techniciens en surnombre, de débouchés qu'on ne peut trouver qu'à la terre.
- et de procéder d'urgence, pour atteindre ce but :
 - à une étude approfondie et concertée, par tous les services et organismes compétents, du problème complexe de l'installation à la terre, sur des lotissements viables, d'une partie des cadres agricoles sortant des écoles des différents niveaux, après une formation adaptée aux exigences de la gestion d'une entreprise agricole moderne ;
 - à l'établissement et à la réalisation, dès que possible, de projets-pilotes, en s'entourant de toutes les précautions voulues pour que l'opération réussisse pleinement et devienne attractive pour d'autres jeunes techniciens.

D. — *et une ébauche du programme des études et projets à réaliser à bref délai et des moyens nécessaires.*



Sans aucun doute, l'acceptation, l'étude et la réalisation d'un tel projet marquerait un pas déterminant vers la création, dans le cadre de l'aménagement global du territoire, d'un secteur agricole moderne et compétitif, dont la Grande Ile a le plus grand besoin pour son développement.

INTRODUCTION

*EN MATIERE DE FORMATION ET D'EMPLOI DES CADRES
AGRICOLES :*

1. — Produire des cadres médiocres et peu nombreux : c'est peu.
2. — Produire des cadres bien formés et en nombre suffisant : c'est mieux.
3. — Leur assurer une formation et une information permanentes, et des conditions de travail efficaces dans des structures adaptées : c'est bien.
4. — Promouvoir des débouchés, créer des catégories d'emploi où certains pourront réussir brillamment tout en contribuant au maximum au développement du pays : c'est encore mieux.

EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE :

1. — Faire une vulgarisation diffuse et superficielle : c'est peu.
2. — Apporter de façon massive et organisée des améliorations sérieuses à une ou plusieurs productions (actions sectorielles) : c'est mieux.
3. — Agir à la fois en profondeur et en surface sur l'homme et sur la production c'est-à-dire sur l'éducation du paysan et sur l'ensemble des facteurs de son revenu, afin d'élever rapidement son niveau de vie (opérations intégrées) : c'est bien.
4. — Créer, à côté du secteur traditionnel, un secteur agricole moderne malgache, composé d'exploitations moyennes ou grandes, hautement productives, rémunératrices et compétitives : c'est mieux encore.

Bien qu'il n'y ait pas de corrélation absolue, on peut dire que la progression dans les deux domaines va de pair (c'est pourquoi nous l'avons présentée en parallèle).

Ces divers paliers peuvent marquer soit des degrés de réalisation soit l'idée plus ou moins poussée que se font de leur rôle et de leur mission les responsables de la formation des cadres agricoles d'une part, et du développement agricole du pays d'autre part.

En avance sur la plupart des pays en voie de développement, tout au moins pour la formation des cadres, grâce à sa riche pépinière d'intellectuels, Madagascar arrive dans l'échelle ci-dessus presque au niveau 2 ; dans certains secteurs, il aborde le niveau 3 et touche même parfois le niveau 4.

Est-il prématuré ou trop ambitieux d'essayer de parvenir en force au niveau 3 et de se préparer déjà à escalader le niveau 4 ? Certainement pas.

A plusieurs reprises depuis deux ans, et sous différentes formes, nous avons signalé ce problème.

Il est grand temps, à notre avis, de faire un effort intense, généralisé et coordonné, de prévision et d'organisation de l'avenir agricole du pays, puisque cet avenir commande en grande partie le développement économique et social.

Dans la course au développement, effrénée et impitoyable, malheur aux trainards. Comme dans tout mouvement accéléré, l'écart s'accroît, le fossé se creuse entre les coureurs.

A défaut d'être dans l'équipe de tête, il faut au moins se maintenir dans le gros du peloton, si l'on ne veut pas se retrouver dans les derniers, condamné au découragement, à l'abandon, à la stagnation.

Il serait navrant que malgré son avance intellectuelle et ses richesses humaines, ou justement à cause d'elles si elles étaient mal orientées et mal utilisées, la belle grande Ile tarde trop dans son décollage économique.

Lorsqu'on se trouve, comme c'est le cas dans l'enseignement et la formation agricole, au carrefour des services qui ont la lourde charge de promouvoir la production agricole et l'éducation des masses paysannes, on ne peut pas, si l'on est honnête et si l'on veut aller jusqu'au bout de sa mission, se désintéresser de l'efficacité et de la réussite des cadres formés et de leur emploi à des postes, existants ou à créer, où ils pourront servir le mieux le développement agricole du pays.

Cela est encore plus vrai lorsqu'il n'existe aucun organisme ou service chargé spécialement des points 3 et 4 et que les services employeurs ne s'y intéressent que peu ou pas, bien souvent parce qu'ils n'en ont pas les moyens ou le temps.

On ne peut pas ne pas faire le rapprochement entre le point 3 et le point 4 des deux secteurs formation et production, c'est-à-dire entre la nécessité de trouver dans les entreprises agricoles ou para-agricoles, des situations attractives pour une partie des cadres agricoles qui sortiront bientôt en surnombre des écoles de tous niveaux, et la nécessité de créer, à côté du secteur agricole traditionnel, lent et difficile à améliorer, un secteur moderne, hautement productif et compétitif, avant-garde de l'agriculture malgache de demain.

Cela explique, dans ce domaine à peu près vierge, notre initiative et l'étude qui va suivre.

A — DES FAITS

I. — LA FORMATION DES CADRES AGRICOLES, LES BESOINS ET LES DEBOUCHES

Le problème de la formation des cadres agricoles est caractérisé par une distorsion inquiétante entre les besoins, la formation et l'emploi.

a) *Les besoins en cadres agricoles, déjà considérables dans l'immédiat, sont immenses à terme, surtout si, à côté des secteurs public et para-public, se développe dans l'avenir un secteur privé important, comme il faut l'espérer.*

b) *Les possibilités d'emploi sont limitées :*

- Dans l'administration, qui jusqu'à présent absorbait la totalité des cadres formés, les possibilités d'emploi, ou besoins solvables, sont momentanément très réduites du fait des restrictions budgétaires sévères résultant d'un développement économique plus lent que prévu.

- Les divers organismes et opérations de développement agricole n'offrent qu'un nombre d'emplois limité.

- Le « privé », entreprises agricoles et para-agricoles, n'offre pas encore de débouchés, parce que peu ou rien n'a encore été fait dans ce sens.

c) *La capacité de formation des cadres agricoles des différents niveaux et spécialités, fortement accrue en fonction des prévisions du 1er Plan, atteint déjà 200 à 300 cadres par an et atteindra bientôt 300 à 400 cadres par an en régime de croisière.*

Cette capacité est à la fois :

- inférieure aux besoins ;

- très supérieure aux possibilités actuelles d'emploi qui se limitent pratiquement aux secteurs public et para-public.

A moins de fermer des établissements ou de ne les remplir que partiellement, nous aurons donc très bientôt des excédents considérables de cadres sans emploi (environ 800 à la fin du 2e Plan, en 1975, d'après les évaluations les plus récentes).

II. — LA PRODUCTION AGRICOLE, LES PRODUCTEURS ET LA PROFESSION D'AGRICULTEUR

La production agricole et la mise en valeur du territoire rural souffrent de façon aiguë de l'inexistence d'entreprises malgaches, moyennes ou grandes, agricoles ou para-agricoles.

a) Tout l'effort de l'Etat et des aides extérieures a jusqu'à présent porté essentiellement sur l'amélioration de l'agriculture traditionnelle.

C'est très bien et c'était nécessaire, mais n'est-il pas temps d'envisager d'autres solutions complémentaires et peut-être plus radicales en faveur de la modernisation rurale ?

L'amélioration de l'agriculture familiale traditionnelle est lente, freinée par de multiples obstacles : micro-exploitations, morcellement et dispersion des terres, manque d'instruction, de formation professionnelle et de moyens financiers des paysans, méfiance, routine... d'une part ; d'autre part, manque de moyens et parfois de dynamisme des cadres de la vulgarisation et de l'animation, presque tous fonctionnaires, et manque de coordination entre les multiples services et organismes œuvrant au développement agricole.

Les moyens investis sont énormes, comparés aux résultats obtenus et l'évolution se fera surtout avec le changement de génération lorsque les jeunes d'aujourd'hui, plus ou moins libérés de l'emprise et des freins traditionnels, et plus ou moins éduqués et formés, auront accès aux postes de décision.

La production de ces micro-exploitations, même améliorées, passant en grande partie à l'autoconsommation, l'accroissement des tonnages commercialisés reste faible, relativement aux besoins du marché intérieur et extérieur.

b) La pression démographique dans les régions agricoles surpeuplées ne fait qu'aggraver le phénomène double du rétrécissement des unités d'exploitation et de l'accroissement de l'autoconsommation.

Les migrations de paysans, seuls ou par familles entières, des zones surpeuplées vers des régions agricoles sous-peuplées, qu'elles soient spontanées et libres, spontanées et canalisées, ou suscitées et organisées, restent insuffisantes et toujours délicates du fait de la puissance des liens familiaux et ancestraux.

L'exode rural entraîne l'accumulation dans les villes de milliers de chômeurs sans qualification professionnelle qui s'ajoutent aux nombreux jeunes intellectuels sans emploi.

L'enseignement primaire en cours de « ruralisation », les actions, encore ponctuelles, de la Jeunesse et des Sports, de la Formation Professionnelle Agricole, ne sont pas encore en mesure, sauf peut-être dans quelques secteurs où ils ont un appui sérieux de l'Animation Rurale et de la Vulgarisation Agricole, (ce qui devrait devenir le cas dans les opérations intégrées) d'inciter les jeunes ruraux à rester à la terre et de les armer, moralement et professionnellement, pour le métier de paysan.

Beaucoup de ces jeunes ainsi touchés sont soit réabsorbés par le milieu familial traditionnel, soit rejetés ou découragés et partent à la ville.

c) Le travail manuel, agricole surtout, est souvent considéré comme dégradant pour quiconque a acquis un peu d'instruction.

Les jeunes, et plus encore les parents (pour leurs enfants) visent surtout la carrière de fonctionnaire qui leur apporte la considération, la quiétude d'un emploi assuré, sans risques et souvent sans responsabilités ; même si le salaire n'est que médiocre à la base, il est très supérieur au revenu d'un petit paysan, et la ville a de nombreux attraits.

Cette désaffection pour l'agriculture se retrouve pour le commerce et l'industrie, qui sont, pour une large part, aux mains des étrangers : Chinois, Indiens, Européens... et ne semblent pas intéresser les nationaux.

d) Il n'existe que peu de colons étrangers, éparpillés dans le pays, généralement dans les régions les plus fertiles. La taille et l'importance de leurs exploitations agricoles, ayant souvent la forme des sociétés, sont parfois telles qu'elles paraissent, financièrement et techniquement, hors de la portée d'agriculteurs malgaches, même ingénieurs et formés au métier. Ces grosses entreprises étrangères, dont les chefs ne trouvent pas toujours de successeurs, sont, dans ce cas, condamnées à être, soit démantelées en petites unités, soit reprises en fermes d'Etat, et, dans un cas comme dans l'autre, à perdre une grande partie de leur dynamisme et de leur rentabilité.

e) Il n'y a pratiquement pas d'exemple de tentatives et de réussites de création de grosses ou moyennes exploitations agricoles modernes, purement malgaches, et cette absence de modèle et d'incitation n'est pas faite pour amener de jeunes cadres agricoles à prendre des risques.

Pourtant, il y a d'énormes possibilités, pour des jeunes courageux, compétents et bien appuyés au départ, de se faire dans l'agriculture des situations brillantes où ils gagneront beaucoup plus que dans l'administration, avec toutes les satisfactions que procurent l'aisance et l'indépendance, tout en rendant de grands services au pays...

En effet, on prétend parfois que toutes les bonnes terres de la Grande Ile sont déjà mises en valeur ou accaparées. C'est inexact. Des millions d'hectares de terres déboisées, encore fertiles ou améliorables restent inexploitées et sont en train de se dégrader rapidement sous l'effet conjugué des feux de brousse et de l'érosion.

f) Dans le même temps, l'approvisionnement du pays en produits agricoles, pour sa consommation, pour ses industries de transformation et surtout pour l'exportation, (principale ressource de sa balance commerciale) est souvent insuffisant, et on importe encore des denrées agricoles qui pourraient être produites sur place.

g) Pour une même superficie cultivée et surtout pour une même production commercialisée, la densité, donc le coût, de l'encadrement (vulgarisation, animation...) sont beaucoup plus élevés dans des zones de petites exploitations traditionnelles que dans les zones de grandes, ou même moyennes, exploitations modernes. Ces dernières ont toujours besoin de conseils, mais à un niveau plus élevé et arrivent très vite à prendre en charge leurs conseillers dans le cadre de leurs propres organisations professionnelles.

B. — UNE NECESSITE, SES CONSEQUENCES ET SES DIFFICULTES.

Pour ces multiples raisons, il nous apparaît nécessaire et urgent d'étudier de façon approfondie et de concert entre tous les services et organismes intéressés et compétents, le problème complexe de l'installation à la terre de jeunes cadres agricoles malgaches, sur des exploitations familiales de grande ou moyenne importance, dans des lotissements de mise en valeur préparés à l'avance, avec toutes les précautions et moyens voulus pour que l'opération réussisse et devienne attractive pour de nombreux autres jeunes.

Ce serait là l'embryon d'une agriculture moderne, dynamique, productive, compétitive, exportatrice, en même temps, proprement malgache, appelée à compléter, à entraîner, puis peu à peu à remplacer au moins partiellement, l'agriculture traditionnelle, largement autoconsommatrice, paralysée dans ses structures.

Un tel projet, s'il était étudié de façon sérieuse et réaliste, trouverait sans aucun doute de larges appuis auprès des aides extérieures, qui recherchent de plus en plus l'efficacité et la rentabilité.

Ainsi que nous l'écrivions dans une précédente étude « Besoins. formation, emploi, des cadres agricoles » (Tananarive 1968) :

« On trouve plus facilement des capitaux que de bons cadres. Les aides extérieures affluent, les capitaux s'investissent là où ils ont la certitude d'être bien employés, donc par des cadres suffisamment nombreux, compétents et actifs ».

Ces cadres, nous les avons ou nous allons bientôt les avoir, nombreux, formés convenablement, et au besoin sur mesure, pour des tâches nouvelles.

Le champ d'action existe, vaste comme les étendues inexploitées et pourtant exploitables.

Devant ce projet, qui n'a pourtant rien de bien original ni d'audacieux, les nombreux sceptiques ne manqueront pas de rappeler les échecs essayés ici ou là dans le passé.

EST-CE UNE RAISON POUR RENONCER ?

De nombreux succès sont là pour démontrer que des opérations de ce genre ont réussi partout où elles étaient bien conçues, bien préparées et bien conduites.

Avec des cadres intelligents, formés, courageux, hardis sans être téméraires, on peut en faire des choses ...

Persuader les jeunes ingénieurs ou techniciens malgaches qu'ils ont mieux à faire à la terre qu'au bureau, assis sur un tracteur que sur un rond de cuir, ne sera pas une mince affaire.

C'est une véritable mutation des mentalités qu'il faudra opérer chez les jeunes, probablement plus encore chez leurs parents et peut-être aussi chez ceux des responsables qui « ne croient pas à la terre ».

Cela exigera que certaines écoles d'agriculture se reconvertisent, avec un régime et un style nouveaux, avec des formateurs adéquats, à la formation de ce nouveau type de cadre qu'est le chef d'entreprise, formation axée sur l'esprit d'initiative, le sens des responsabilités, le goût du risque calculé, le sens de la gestion et de l'économie, le tout s'ajoutant, bien sûr, à une solide formation technique et pratique.

Les expériences méritoires et, semble-t-il, en bonne voie de réussite, entreprises depuis quelques années dans divers périmètres de mise en valeur, tels que l'ODEMO, la SOMALAC, la SAMANGOKY... portent sur des paysans, sédentaires ou migrants, parfois illettrés mais par contre bien accrochés à la terre.

Seraient-elles moins rentables et plus risquées, si elles portaient sur de jeunes ménages d'exploitants du niveau technicien agricole ou même ingénieur, volontaire bien sûr, sélectionnés et formés spécialement en vue du métier d'agriculteur, et installés avec des appuis et facilités comparables, sur des exploitations de taille plus importante, leur assurant au bout de quelques années un revenu net deux fois supérieur, par exemple, au salaire de leurs camarades entrés dans l'administration ?

Nous ne le pensons pas.

En outre, on peut fort bien imaginer et prévoir que des agriculteurs de ce niveau, au lieu d'être groupés dans une même zone, soient répartis chacun dans un lotissement d'une vingtaine de paysans migrants. Ils y constitueraient un levain, un exemple pour leurs voisins, un appui technique et logistique pour les services de vulgarisation (démonstrations, production de semences, plants, géniteurs sélectionnés, matériels pour travaux à façon ou en coopératives...), puis, peu à peu, pourraient jouer le rôle de leader, de conseiller, de responsable d'organisations professionnelles, allégeant d'autant, pour tout cela, les services de vulgarisation et les charges de l'Etat (un tel aussi essai pourrait être tenté dès 1971, avec quelques agents techniques, à l'ODEMO par exemple).

Il sera extrêmement intéressant, dans le cadre de l'étude proposée, de comparer les coûts et résultats, donc la rentabilité, des différentes formules possibles :

- 1) encadrement de l'agriculture traditionnelle (micro-exploitations paysannes).
- 2) création de lotissements homogènes d'exploitations modernes, moyennes ou grandes, attribuées à des chefs d'entreprise agricole spécialement formés, du niveau technicien ou ingénieur.
- 3) même formule mais avec répartition de ces exploitations modernes de haut niveau dans des périmètres aménagés pour paysans locaux ou migrants.
- 4) fermes d'Etat, gérées par des fonctionnaires ou salariés.

Mais à côté des entreprises agricoles proprement dites, il y a place dans ce pays pour toute une série d'entreprises industrielles ou commerciales, en amont et en aval de l'agriculture, qui se développeront obligatoirement avec l'expansion de l'agriculture :

- en amont : fourniture de tous les produits nécessaires à l'agriculture : matériels et matériaux de toutes sortes, semences, engrais, insecticides, aliments du bétail, crédit agricole...
- en aval : collecte, conditionnement, stockage, transformation, exportation, de tous les produits agricoles commercialisés.

Que ces entreprises soient individuelles, coopératives ou en sociétés, elles sont appelées, si l'on en juge par ce qui s'est passé ces dernières décennies dans les pays développés, à absorber encore plus de cadres agricoles que la production agricole elle-même.

Enfin, d'autres considérations militent en faveur de la création rapide, de l'organisation systématique de lotissements d'exploitations modernes.

Compte tenu de son rythme actuel d'expansion, la population de Madagascar aura doublé dans 20 à 30 ans.

Tananarive à elle seule, atteindra probablement le million d'habitants.

En gros, de 6 millions d'habitants dont 5 de ruraux avec 2 d'actifs agricoles, la population passera à 12 millions dont peut-être 7,5 de ruraux avec 3 d'actifs agricoles.

Les agriculteurs, une fois et demie plus nombreux, devront donc nourrir chacun plus de personnes, surtout plus de citadins, qui seront 4 fois plus nombreux qu'aujourd'hui, et qui auront le besoin, le désir et les moyens de se nourrir mieux.

En plus de l'autoconsommation familiale, ils devront donc dégager pour la commercialisation, 4 fois plus, rien que pour l'alimentation des villes, et n fois plus pour fournir les industries de transformation et l'exportation.

Peut-on raisonnablement penser que la multitude des micro-exploitations familiales traditionnelles, même améliorées par un encadrement efficace, réussira à fournir ces tonnages avec la qualité, la régularité, l'homogénéité voulues ?

Trouvera-t-on autour de Tananarive et des grandes villes une ceinture agricole suffisante pour les approvisionner sans transports longs et coûteux ?

De toutes façons, il sera nécessaire, au cours, des prochaines décennies, de lotir, défricher, mettre en valeur, équiper des superficies immenses de nouvelles terres. Ces terres existent, plus ou moins fertiles, dans des régions sous-peuplées, peu accessibles, éloignées des grands axes de communication et des pôles économiques.

Il y aura intérêt à les mettre en valeur de façon rationnelle et organisée en tenant compte de leurs vocations agricoles, des débouchés possibles, de leur situation géographique...

Des investissements importants seront indispensables, ne serait-ce que pour le réseau de communications.

Il sera donc de la plus grande importance de rentabiliser au maximum ces investissements par une production agricole massive et de qualité, répondant aux besoins intérieurs et extérieurs et à leur évolution.

Une telle production ne pourra être obtenue que dans des exploitations grandes ou moyennes, combinant, sous une gestion et une organisation rigoureuses, des moyens considérables et une haute technicité, pour aboutir à une production, donc à des coûts, capables de soutenir la concurrence internationale.

Dans l'industrie et le commerce, l'artisanat, presque partout, fait place à l'usine (même dans les pays en voie de développement), et la concentration des entreprises est à l'ordre du jour.

L'agriculture a des contraintes beaucoup plus sévères, puisqu'aux aléas des débouchés et des prix, s'ajoutent les risques et aléas considérables de la production elle-même : fléaux de toutes sortes, intempéries, épidémies, et de sa conservation : nature périssable des produits etc.

En outre, et en dehors du secteur paysannal traditionnel, qui vit en quasi-autarcie, elle ne peut échapper aux lois de l'économie de marché, donc à la recherche du maximum de productivité sur des unités d'exploitation de taille optima (variable selon les conditions).

Pour avoir voulu ignorer ces lois, l'agriculture des grands pays socialistes a connu et connaît encore des échecs retentissants que les dirigeants ne cherchent même plus à cacher (1).

(1) cf. notre rapport de mission en U.R.S.S. Paris 1964.



Se contenter, en agriculture, d'améliorer à grands frais, les petites exploitations paysannes traditionnelles, (en dehors de quelques grandes fermes étrangères ou d'Etat), reviendrait à en rester :

- dans l'industrie, au stade artisanal amélioré ;
- dans le commerce, au petit boutiquier ;
- dans les transports, au portage amélioré par la brouette, le pousse ou la charrette et à la pirogue ;
- dans l'instruction, au cycle primaire...

Dans tous ces domaines déjà, des entrepreneurs ou cadres malgaches sont allés de l'avant, ont créé, souvent avec succès, des affaires modernes et rentables. L'Etat, bien souvent les y encourage et les aide.

Seule l'agriculture fait exception. Pourquoi ?

Ce pays, riche en intellectuels, douterait-il de sa volonté de développer le monde rural, des possibilités de sa jeune élite agricole ? Celle-ci douterait-elle de ses capacités de transformer son agriculture par la création d'un secteur moderne, dynamique ?

Il faut détruire le mythe que la terre ne paie pas, que le métier d'agriculteur est ingrat et dégradant.

Là où le pays n'a pas été systématiquement mis en valeur par des étrangers, il importe que des nationaux s'y attèlent d'urgence, retroussent leurs manches, n'hésitent pas à prendre ce qu'il y a de bon dans les méthodes de ceux qui ont réussi.

Un secteur agricole moderne, hautement productif et orienté vers l'économie de marché, consomme proportionnellement beaucoup plus de moyens de production et fournit en échange beaucoup plus de produits. De ce fait, il a sur l'économie du pays un effet induit bien plus grand que le secteur traditionnel (même amélioré) à base de travail humain familial, d'autofourniture et d'autoconsommation, vivant en circuit presque fermé.

Transports, industrie et commerce d'amont et d'aval en profitent au premier chef.

Or le développement d'un pays est justement la croissance équilibrée, harmonieuse de toutes les branches d'activité, comme dans un être vivant.

Augmenter la production des petits paysans est indispensable, ne serait-ce que pour accroître leur pouvoir d'achat et créer ainsi des débouchés à l'industrie nationale naissante. mais le flux induit par ce moyen dans le circuit économique est insuffisant.

Enfin il y a encore d'autres arguments en faveur de l'engagement des jeunes cadres agricoles vers l'entreprise privée.

Ces jeunes cadres de tous niveaux, qui ont reçu en général une formation solide dans les diverses écoles, à Madagascar ou à l'étranger, arrivent actuellement dans une administration déjà saturée de fonctionnaires encore jeunes, ayant bénéficié après l'Indépendance de promotions rapides, et placés aux postes de commande en principe pour des dizaines d'années encore, barrant ainsi la carrière des promotions suivantes.

Il en résulte chez beaucoup de jeunes un sentiment de piétinement, d'impatience, de frustration, de déception...

Dans le privé au contraire, qu'il s'agisse d'entreprises agricoles ou para-agricoles, tout, ou presque, reste à faire. Une fois la voie ouverte et les obstacles des premières années surmontés, ils seront les premiers sur des chemins neufs. Toutes les places restent à créer et à prendre.

S'ils réussissent — et les meilleurs et les plus courageux, sans aucun doute, réussiront brillamment — ils acquièrent vite un poids économique, social, et, par suite, peut être politique, très supérieur à celui de leurs camarades fonctionnaires.

Il serait d'ailleurs grandement souhaitable que quelques-uns des meilleurs et des plus dynamiques parmi les jeunes fonctionnaires de tous niveaux, qui se sentent parfois à l'étroit dans l'administration, bifurquent vers le privé avec leur expérience, et donnent l'exemple de la réussite personnelle, tout en libérant des places pour d'autres.

Pour certains techniciens, volontaires et bons praticiens, on pourrait même songer à une formule de dégagement des cadres par l'attribution de lots de terrain à mettre en valeur.

Une classe d'agriculteurs modernes, aisés, bien installés dans des situations enviables, mais auxquels tout accaparement serait interdit, constituerait, comme ce fut le cas de tous temps dans tous les pays du monde, une pépinière de responsables équilibrés, réalistes, conscients du potentiel de richesse que représente la terre pour la nation comme pour l'individu et prêts à s'en faire les ardents défenseurs pour le plus grand bien du pays.

Au contraire, le petit paysan ou fils de paysan parti à la ville aura tendance à fuir et à renier une terre où il n'aura connu que la misère et parfois la faim. Son comportement ultérieur, quand, après des études, il aura des responsabilités politiques ou administratives, s'en ressentira obligatoirement. Il ne croira pas à la terre, au potentiel immense qu'elle représente, pour le développement national comme pour l'épanouissement de l'individu qui sait s'y installer dans de bonnes conditions. Le citoyen, le fonctionnaire, l'homme politique ne peuvent qu'être influencés dans le même sens. Ce cercle vicieux est navrant, dans un pays essentiellement agricole.

Quand on pense qu'une exploitation agricole créée n'atteint son état adulte, son rythme de croisière, qu'au bout de 5 à 10 ans, selon les spéculations et les moyens investis ; quand on pense aux centaines de milliers d'hectares nouveaux qu'il faudra mettre en valeur dans les 20 ans qui viennent, si l'on veut alimenter le pays et exporter suffisamment pour couvrir les importations indispensables ; quand on calcule le nombre d'exploitations nouvelles, autant que possible modernes, assez grandes, hautement productives et rentables, qu'il faudra créer pour cela, donc le nombre d'agriculteurs, techniciens ou non, à former, à s'installer, à aider, à encadrer, on est effaré du travail immense qui reste à faire, de son urgence, et du fait que malgré cela, de nombreux cadres agricoles sortant cette année des écoles vont rester au chômage si des mesures d'exception ne sont pas prises.

Un travail préparatoire considérable est à faire sans tarder : conception, organisation, études concertées, coordination, synthèse, le tout aboutissant à des projets viables.

L'étude, que nous proposons, de l'ensemble du problème d'installation à la terre de cadres agricoles spécialement formés à cet effet, soulève en fait tout le problème, plus vaste encore, de l'avenir de l'agriculture du pays, sur lequel, il est grand temps de se pencher.

A part quelques très grandes exploitations étrangères de type industriel, l'agriculture malgache d'aujourd'hui, c'est encore dans une très large mesure, l'agriculture traditionnelle d'hier et d'avant-hier, et même des siècles passés. Elle ne commence à évoluer, à s'améliorer, sous l'effet massif de la vulgarisation, que dans quelques régions privilégiées.

L'agriculture de demain : petites ou moyennes exploitation modernes, n'est pas encore née, sauf dans quelques lotissements.

Il conviendrait peut-être de la mettre au monde, puisque déjà le temps presse pour concevoir celle d'après-demain, qui devrait être la grosse exploitation de type industriel, les trois types pouvant d'ailleurs coexister un certain temps et se compléter (1).

Au seuil du IIe Plan, et au moment où des crédits considérables sont consacrés à l'étude des possibilités de développement de certaines régions relativement réduites, il semble que des sommes 10 fois moindres que

(1) Certains pourront penser qu'un tel projet n'est pas tout à fait conforme à la doctrine socialiste du pays. Pour éviter l'accaparement des terres celles-ci ne devraient être attribuées qu'à ceux qui les cultivent et les cultivent bien (cahier des charges strict à cet égard). D'autre part, pour financer des réalisations sociales, (éducation, santé...) il faut une économie prospère, et dans le domaine agricole, les solutions proposées paraissent être une des conditions nécessaires pour y parvenir.

l'ensemble de ces crédits d'études régionales, pourraient fort utilement être affectées à l'étude de l'avenir, proche et lointain, de l'ensemble de l'agriculture malgache, en commençant par le problème immédiat qui nous préoccupe.

Les difficultés seront grandes ; il ne faut pas se le dissimuler. L'œuvre est de longue haleine. Raison de plus pour l'entreprendre sans tarder, avec la foi, la persévérance et la compétence qu'elle exige.

Un tel projet est-il possible ? Est-il souhaitable ? Est-il souhaité par ceux qui détiennent les décisions et les moyens ?

Ces questions que nous posions en juillet 1970, à la fin de cette première partie de notre étude, viennent de recevoir une réponse positive, puisque le Conseil du Gouvernement, en sa séance du 26 janvier 1971, a été saisi par M. le Ministre de l'Agriculture et de l'Expansion Rurale de ce problème très important et qu'il a donné des directives en vue de la création, sous l'égide du Ministère du Plan, d'une commission interministérielle qui sera chargée d'étudier à fond et dans les meilleurs délais l'ensemble dudit problème.

Nous n'aborderons pas, dans le présent article, déjà très long, la deuxième moitié de notre étude qui était consacrée au programme d'action et aux moyens nécessaires.

Si cela n'aurait utile, un second article pourrait en traiter ultérieurement.

Disons seulement que les études à entreprendre sont vastes et complexes, qu'elles devront faire appel à des compétences nombreuses et variées relevant de multiples départements, services et organismes, et qu'elles devront par conséquent être animées et orchestrées par une petite équipe dynamique et hautement compétente.

Plusieurs phases sont à prévoir, qui pourront d'ailleurs se chevaucher partiellement :

- phase d'étude d'ensemble du problème.
- phase d'élaboration de projets régionaux,
- phase d'exécution de ces projets,
- puis phase d'évaluation et d'expansion éventuelle.

Dans la phase d'étude d'ensemble du problème, l'étude approfondie devra être conduite d'abord sous l'angle de la mise en valeur, avec tous ses aspects (économiques, techniques, gestion, financiers, fonciers, professionnels, psycho-sociologiques, vulgarisation...) puis sous l'angle du recrutement et de la formation des futurs chefs d'entreprises agricoles modernes avec tous ses aspects (méthodes, programmes, formateurs).

Simultanément et pour gagner du temps, les services et organismes intéressés devront procéder le plus tôt possible à des implantations-pilotes, à petite échelle, de quelques techniciens volontaires, sur des lotissements propices, déjà prêts, en prenant toutes les précautions voulues pour que l'opération réussisse, devienne attractive pour d'autres et permette de tirer des enseignements précieux pour l'expansion future du projet.

CONCLUSION

La pénurie de débouchés qui commence à se faire sentir et qui risque fort de s'aggraver dans les années à venir, entraîne une situation désastreuse pour les jeunes cadres agricoles formés et non encore recrutés ou en cours de formation, et qui se destinaient à la fonction publique.

Due à l'arrêt brusque du recrutement dans l'administration à la suite de sévères restrictions budgétaires, cette crise de l'emploi, qui survient plus vite que prévu, peut être, si l'on sait en profiter salutaire à la fois :

- pour les jeunes qui sauront saisir leur chance et l'occasion de se lancer dans ce qu'ils appelleront sans doute « l'aventure agricole », et de s'y faire des situations enviables,
- pour le pays, dans la mesure où elle permettra de structurer son agriculture en créant de toutes pièces des exploitations modernes, hautement productives, compétitives, rentables et de ce fait attractives.

Les difficultés actuelles doivent être l'occasion au seuil du 2e Plan, de repenser ou de penser l'organisation d'ensemble et l'avenir de tout le secteur agricole et para-agricole (entreprises agricoles et industries et commerces d'amont et d'aval), afin d'en tracer, de façon réaliste les perspectives de développement, d'établir une planification de l'emploi et, après seulement, la planification de la formation des cadres agricoles, seule façon de travailler rationnellement donc économiquement et d'éviter les déceptions.

Devant des besoins immenses de productions, donc de travail et de travailleurs, il nous paraît indispensable de mettre tout en œuvre pour rapprocher, pour combiner des disponibilités qui, jusqu'ici, semblent se repousser mutuellement alors qu'elles devraient s'attirer à savoir :

- d'un côté, de jeunes cadres agricoles nombreux, bien formés, et formés au besoin sur mesure pour le métier dur mais passionnant d'agriculteur moderne, qui ne demandent (ou bientôt ne demanderont) qu'à travailler, et qui, s'ils devaient rester chômeurs, se dégraderaient très vite pour former des aigris et des révolutionnaires.

- d'un autre côté, de vastes étendues de terres inexploitées, sous-peuplées, mais encore fertiles ou récupérables et améliorables, qui ne demandent qu'à produire une fois protégées, amendées et cultivées correctement, mais qui, laissées en friche, se dégradent elles aussi, très vite, sous l'effet conjugué des feux de brousse et de l'érosion.

Cette œuvre difficile et de longue haleine mérite de retenir l'attention des responsables de tous niveaux.

Elle sera déterminante, au cours des années et même des décennies à venir, pour le développement agricole, et par conséquent pour le développement économique et social de la Grande Ile.